

La parole libérée des juifs du silence

Sylvie Anne GOLDBERG

Comment un groupe peut-il se retrouver victime de discriminations dans un État qui se targue de promouvoir l'égalité et d'être la patrie de tous les peuples ? L'Union soviétique post-stalinienne a su trouver des subterfuges pour reléguer les juifs au statut de citoyens de second rang. Enquête biographique dans la diaspora.

Recensé : Sarah Fainberg, *Les Discriminés. L'antisémitisme soviétique après Staline*. Paris, Fayard, 2014, 416 pages, 25€.

Quelqu'un se présente au service du personnel :

-Quelle est votre profession ?

-Je suis designer.

-Vous comprenez, toutes les places sont déjà occupées en ce moment...

-Non, mon nom de famille c'est Ivanov et designer c'est mon métier.

-Ah bon, alors asseyez-vous donc ; on va parler (p. 143).

Variante :

Un homme se présente au service du personnel :

-Nous vous aurions volontiers engagé, dit le chef du personnel, mais nous avons besoin d'un spécialiste en mathématiques.

-Je suis diplômé de maths sup.

-Très bien, mais il faut connaître la physique nucléaire.

-Je suis aussi diplômé de la fac de physique.

-Très, très bien. Mais le problème est que nous avons une filiale à Achkhabad, et qu'il faut connaître le turkmène.

-Pas de problèmes, je parle le turkmène.

-Et tu vas continuer encore longtemps à te moquer de moi comme ça, youpin ? (p. 151).

Dans les systèmes politiques qui s'enorgueillissent d'avoir élevé au rang de lois constitutionnelles les principes démocratiques d'égalité sans distinction ethnique ou religieuse, le phénomène discriminatoire est indicible. Il doit être dissimulé sous le boisseau de raisons objectives. Introduite en dispositif ordinaire après l'émancipation des juifs dans les pays européens qui avaient légalement mis fin à leur ségrégation, la discrimination accompagna en passager clandestin le parcours des juifs dans l'intégration citoyenne au long du dix-neuvième et du premier vingtième siècle. Afin de les écarter des hautes fonctions politiques ou des distinctions scientifiques ou artistiques, l'usage en vigueur voulait que leurs qualifications, quelles qu'elles pussent être, ne soient jamais

retenues. En Allemagne, il allait ainsi de soi qu'un juif ne saurait accéder au moindre poste prestigieux ou perçu comme tel. Le « ticket d'entrée » dans la société fourni par la conversion, selon la formule rendue célèbre par Heinrich Heine, ne faisait pas mystère. Et nul n'avait dû s'étonner que la direction de l'opéra de Vienne soit accordée à Gustav Mahler après son passage sous les fonds baptismaux en 1897. Ailleurs, comme en France, où toute forme ostensible de discrimination était bannie, la discrimination joua furtivement un rôle dans le ralentissement de nombre de carrières, dans l'échec à certains concours voire dans l'obtention de postes universitaires, comme Marc Bloch en fit l'expérience avant que sa mort n'en fasse une icône nationale après 1945¹. Défiance coutumière à l'égard des différences impalpables ou visibles, racisme et/ou xénophobie larvés ou débridés : la discrimination à l'égard de certains groupes demeure la face cachée d'une forme de régulation sociale et politique tantôt affirmée, tantôt honteuse d'elle-même.

Le cinquième point

Un juif remplit un formulaire :

-Avez-vous appartenu à d'autres partis ? Non.

-Vous êtes-vous trouvé sur le territoire occupé par l'ennemi ? Non.

-Avez-vous été traduit en justice ou soumis à une enquête judiciaire ? Non.

-Nationalité ? Oui (p. 95).

Dans le cas de l'Union soviétique, la situation est d'autant plus compliquée après la Révolution russe qu'elle se proclame patrie de tous les peuples et affirme vouloir libérer tous les groupes des anciennes inégalités imposées par le régime tsariste. Il est cependant notoire que l'antisémitisme, loin d'avoir été éradiqué par le système soviétique, n'a fait que s'y creuser un lit douillet, au sein duquel il s'est tranquillement coulé en navigant sur des routines ancestrales.

Pour résoudre efficacement la question conflictuelle des minorités dans ce vaste espace pluriethnique, la politique dite des nationalités instaura, à partir des années 1920, et plus encore après l'inauguration du passeport intérieur en 1931-32, les catégories ethniques en tant que référence de l'identité. Puisqu'il n'existait pas de nationalité soviétique, les individus devaient obligatoirement s'inscrire dans l'une des nationalités officiellement reconnues : ils étaient ainsi russes, ukrainiens, biélorusses, tatars, tadjiks, uzbeks etc. Quant aux Juifs, sans appartenance nationale proprement dite puisque appartenant à une communauté culturelle déterritorialisée, ils obtinrent, à l'exception de ceux du Caucase qui reçurent la nationalité *Tat*, celle d'*evrej*. Sans aucunement renvoyer à une affiliation religieuse ou culturelle, elle restait essentiellement définie par l'ascendance. Un *evrej* pouvait donc aussi bien s'affirmer de religion juive en tant que *yehudeï*, que chrétien orthodoxe, *pravoslanyï evrej*, sans qu'il y ait là malice. Transmise par les parents, la nationalité devait être déclarée à l'âge de 16 ans. Dans le cas, très fréquent, d'ethnicité mixte, l'enfant devait opter pour l'une ou l'autre. Instaurée en 1923 pour promouvoir aux dépens du nationalisme grand-russe les ressortissants d'autres nationalités dans l'appareil du Parti, cette politique qui, dans un premier temps favorisa l'accès des juifs aux fonctions de l'État, se retourna à leur encontre lorsque furent mises en place les politiques de discrimination positive à l'égard des nationalités indigènes ou natives dans les différentes républiques de l'Union.

¹ Voir Marc Bloch Lucien Febvre, *Correspondance*, éd. établie, présentée et annotée par Bertrand Müller, t II, III, Paris Fayard, 2003.

On sait à quel point les juifs furent nombreux à d'abord s'engager, militer, s'investir en toute bonne foi et pleins d'espérance dans un régime qui leur ouvrait la voie vers une normalisation de leur situation, les portes des universités et l'accès à toutes les professions, tout comme il leur offrait la possibilité de choisir leur lieu de vie en effaçant l'ancienne zone de résidence à laquelle la géographie dessinée par les tsars les avaient confinés. On sait, aussi, la forme d'essor que connut la culture yiddish – encouragée pour éradiquer les traditions séculaires de la culture juive rabbinique – à l'aube du régime, avant que les purges et les déportations ne la fassent apparaître comme le chant du cygne de ce qu'avait été la judéité russe. Les échos de la création de la région autonome juive au Birobidjan ou des colonies agricoles en Crimée sont également probablement parvenus aux oreilles de certains.

Nul n'ignore plus cependant la tragédie endurée par les juifs dans les régions occupées par les nazis, ni la farce dantesque organisée autour des membres du Comité antifasciste et le sinistre procès des « blouses blanches ». D'aucuns ont probablement une connaissance diffuse des difficultés rencontrées par les juifs souhaitant accéder à certains départements universitaires ou émigrer ; ils se souviennent, peut-être, des pétitions internationales lancées en leur faveur au cours des années 1970 et 1980. On sait bien moins, cependant, prendre la mesure du racisme d'état instauré durant la période stalinienne, maintenu tout au long de l'existence de l'URSS et qui, si l'on en croit Sarah Fainberg, persiste encore insidieusement, paré d'autres atours, après son démantèlement.

Racisme d'État

Sarah Fainberg s'est attelée à mesurer ce racisme d'État dans un ouvrage qui est, aussi, une discrète ode à son père, Victor Fainberg, l'un des héros de cette histoire. Portée par les voix de refuzniks, de recalés aux concours, de déplacés et d'internés au goulag ou dans les asiles psychiatriques, cette histoire se construit autour de leurs témoignages. Largement occultées au cours de la période stalinienne, les exactions exercées à l'encontre des juifs avaient néanmoins finalement franchi le rideau de fer, en dépit de la cécité délibérée de ceux qui, dans les pays occidentaux, refusaient de voir la faillite des lendemains qui devaient, forcément, chanter. C'était cet aveuglement qui soutenait, on s'en souvient, la thèse défendue par François Furet dans *Le Passé d'une illusion*, publié en 1995. Pourtant, dès 1959, à la suite de l'alerte donnée par Léon Leneman dans *La tragédie des juifs en URSS*, timidement, d'abord, puis abondamment ensuite dans le courant des années soixante et soixante-dix, des informations apparemment sidérantes quant à la vie quotidienne des juifs en Union soviétique filtrèrent peu à peu.

Dès lors, escortant le combat pour la « libération des Juifs d'URSS », les ouvrages traitant de la question se succéderont². L'apport de celui que nous offre aujourd'hui Sarah Fainberg est de reprendre le cours de cette histoire de discrimination en le déroulant depuis la mort de Staline – donc après l'arrêt des politiques les plus ostensiblement antisémites – jusque dans les ébranlements du système dus à la perestroïka et à la désintégration de l'Union soviétique.

Est juif celui que l'on a battu enfant parce qu'il était juif (p.96).

² Dont les plus retentissants furent Élie Wiesel, *Les Juifs du silence*, Paris, Seuil, 1966 ; Lionel Kochan (éd.), *Les Juifs en Union soviétique depuis 1917*, Paris, Calmann-Lévy, 1971 ; Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman, *Le Livre noir*, Paris, Actes Sud/Solin, 1995.

Cette définition simpliste devrait inciter ceux qui légifèrent sur la judéité à méditer. Ils pourraient se le tenir pour dit : point n'est besoin d'être né de mère juive pour être perçu comme tel. Point n'est besoin non plus d'avoir une quelconque pratique voire de connaissance de ce qu'est le judaïsme ni même de conviction identitaire. Avoir un patronyme compliqué, des traits un peu différents du commun, et voilà une question théologico-juridique épineuse hardiment réglée. Au-delà du seul raccourci, cette définition de la judéité révèle l'ampleur de la disparition de l'univers qui l'avait développée et transmise par l'intermédiaire d'une histoire, d'une culture, d'une langue et de pratiques ancestrales partagées de l'intérieur du groupe. Car de fait, le succès le plus surprenant des politiques soviétiques est d'avoir favorisé l'émergence d'une communauté dont l'identité juive s'est constituée plus autour d'un ensemble d'attitudes générales au quotidien et d'idées libertaires au regard de l'État que sur des racines religieuses et culturelles. Quasiment dépouillée de ses racines, l'identité des juifs ne cessa pas pour autant de leur être renvoyée, renforçant ainsi le sentiment d'appartenance au groupe, fut-il ressenti comme paria.

Écarter les indésirables

À ceux qui feraient mine de s'étonner que dans la Russie soviétique, l'une des premières au monde à avoir élevé au rang de loi constitutive l'interdit de toute expression d'antisémitisme, il ait pu s'y épanouir au point de prendre la forme manifeste d'un racisme d'État, l'ouvrage répond par petites touches : si la bureaucratie atavique, les rivalités inter-ethniques et la routine politique en furent les principaux moteurs, la roue se mit ensuite à tourner d'elle-même. Dans une URSS ayant prohibé toute discrimination ethnique et religieuse, il aura cependant fallu instaurer un système opaque, permettant à l'appareil de fonctionner si efficacement qu'il ne laissait aucune trace. C'est donc par formulations implicites et accord tacite des acteurs politiques et des personnages clefs que des normes officieuses furent édictées afin d'écartier des études supérieures et des carrières importantes ceux qui avaient eu l'infortune d'être mal-nés ou du moins de le sembler.

Pour éclairer les rouages de cette politique systématique élaborée entre non dit et non écrit, le travail en archives ne peut que s'avérer déconcertant. Car, comment ces sources écrites pourraient-elles rendre compte de la nature et de l'ampleur du maquillage des faits et des mensonges utilisés aux fins d'écartier ceux que l'on tenait pour indésirables ? Sarah Fainberg s'est donc fondée sur des entretiens menés avec des ressortissants russes, juifs (ethniques ou d'affiliation), ayant émigré, principalement en Israël, en Allemagne et aux USA, ou restés sur place. Son enquête nous plonge ainsi dans la vie de gens dont le devenir a presque entièrement été scellé par le « cinquième point » de leur passeport intérieur – celui qui, sur la carte d'identité soviétique mentionne la nationalité - le patronyme, ou encore leur apparence physique. On découvre à sa lecture l'élaboration de ce qu'elle nomme une identité « discriminée ». En suivant le cheminement de la révélation, parfois brutale, d'une judéité sans contenu, on observe la réappropriation culturelle ou religieuse de certains d'entre eux, la fidélité marrane d'autres, leur insertion parfois difficile dans une histoire collective dépassant celle de l'URSS, leur migration vers d'autres cieux, ou leur attachement à la patrie et à l'identité juive-russe ou juive-ukrainienne.

Mais, en poussant l'étude jusque dans la dernière décennie, Sarah Fainberg ouvre simultanément un second dossier, ancré dans les questions actuelles et dont l'histoire est encore en train de se faire. Prolongeant la question de l'individu face à l'État, celle du groupe face à l'Histoire, elle s'interroge sur la mise en place des stratégies mémorielles

utilisées pour glorifier et commémorer les victimes du nazisme ainsi que les héros défenseurs de la patrie durant la Seconde guerre mondiale. S'avisant que, d'un côté, les aspects tragiquement spécifiques de l'histoire des juifs furent indistinctement insérés dans le grand collectif des martyrs soviétiques, mais que cette absence, souvent restaurée depuis l'ouverture des anciennes républiques et de la Russie sur l'Occident, sert également une réécriture de l'histoire de la Shoah, si ce n'est de l'histoire en général, elle en conclut qu'il s'agit là encore d'une forme institutionnelle d'ostracisme destinée à occulter l'existence comme la participation des juifs – acteurs ou victimes - dans le vaste drame de l'histoire.

À partir de ces deux paradigmes, discrimination et ostracisme, se développe un ouvrage foisonnant, aussi passionnant à lire qu'un roman. Attachant, vivant et sensible, il repose sur un travail attentif et approfondi où l'analyse, agrémentée d'utiles cartes, ne néglige ni les statistiques ni les sources littéraires. Sachant employer à escient les fameuses « bonnes » blagues juives (qui traduisent mieux la réalité qu'un long discours) appuyées de témoignages, tantôt poignants, tantôt teintés d'ironie, ces récits de vie décrivent les aléas rencontrés par plusieurs générations. Ils introduisent ainsi le lecteur à l'histoire de l'Union soviétique, depuis la Révolution bolchevique jusqu'à nos jours en passant par l'implosion de l'URSS, vue à travers le prisme des politiques et des stratégies particulières mises en œuvre à l'égard de la « minorité » juive. Exercices d'examens irréalisables destinés aux candidats juifs aux concours, mises à l'écart pour « raisons de santé », cosmopolitisme, trahison, divulgation de secrets d'État, collaboration avec Hitler, double allégeance, conspiration, aucune manœuvre aucune accusation ne leur aura été épargnée. Ennemis de l'intérieur, suppôt du sionisme et des États-Unis, apparatchiks, ces qualificatifs calomnieux et parfois contradictoires accompagnèrent les positions successives de la politique étrangère menée par l'URSS. Sans sombrer toutefois dans la seule litanie malheureuse, l'ouvrage dit aussi les tactiques de survie, la reprise en main par les individus de leur propre destin, et le renouveau de la vie juive. Ayant fait sortir les juifs du silence, Sarah Fainberg leur ouvre une fenêtre sur l'avenir, dont chacun sait que là-bas comme ailleurs il reste incertain.

Publié dans laviedesidees.fr, le 1^{er} septembre 2014.

© laviedesidees.fr